

La BPI s'expose-t-elle à devenir un nouveau Crédit Lyonnais ?



En 2013, la Banque Publique d'Investissement (BPI) a investi 7 millions d'euros dans Lucibel (éclairage "innovant"). Introduite en bourse en 2014, l'action a depuis perdu 91% de sa valeur. La BPI, Crédit Lyonnais en devenir ?

Avec Sébastien
Laye

Atlantico : En quoi la situation de la BPI est-elle problématique et rappelle-t-elle, à certains égards, des cas similaires dans l'histoire des crises bancaires et financières, et notamment la crise du Crédit Lyonnais dans les années 1990 ?

Sébastien Laye : En 2014, dans un rapport à l'époque pour le think tank Generation Libre, qui donna lieu à une audition à l'Assemblée Nationale en 2015, nous mettions en exergue certains problèmes de structure qui faisaient que dès sa création en 2013 faisant suite à celle du FSI, la BPI était inéluctablement vouée à un échec similaire à celle d'autres grandes banques publiques historiques. Le premier problème était celui du personnel: imaginer que des hauts fonctionnaires, des énarques dans leurs bureaux avec peu d'expérience industrielle ou du monde de l'investissement, puissent approcher le talent des meilleurs gestionnaires de fonds, était illusoire; l'institution se défendit en arguant que tel n'était pas le but de cette banque publique: mais si la rentabilité n'est pas le souci cardinal, on est en droit de se demander si on ne dilapide pas l'argent du contribuable. On retrouvait la même rhétorique que celle d'Haberer, le patron ayant présidé à l'expansion débridée du Crédit Lyonnais. Le deuxième problème avait trait aux missions de la BPI: à partir d'une mission initiale claire sous Sarkozy, celle d'un fonds souverain de défense de nos joyaux nationaux (mais sans manne pétrolière à investir comme pour les autres pays....on compensa cela par apports d'actifs de la CDC...), Hollande rajouta une institution de crédit (assez compréhensible après la crise car il y avait peut être des inefficiences de marché à combler, mais douteux six ans plus tard avec toutes les liquidités dont disposent les banques commerciales), mais la BPI est aussi devenu un fonds de pension (choisissant certains fonds et pas d'autres), un fonds de capital risque (multipliant les positions dans des start ups), un investisseur direct au capital des entreprises, un conseil des entreprises, un assureur crédit....Vous connaissez le dicton "qui embrasse trop mal étireint": il n'y pas d'équivalent d'institution étrangère similaire, et la BPI a multiplié les situations de conflits d'intérêt: au final, à part un relatif succès dans le financement des startups, elle a plutôt échoué dans ses autres missions.

Les difficultés de la BPI révèlent une fois encore combien la relation entre l'Etat, les banques et les entreprises est source de tensions et de troubles. Comment expliquer historiquement et théoriquement ce mariage difficile entre public et privé qui rend bancal le principe d'une banque publique d'investissement ?

A titre personnel je crois dans l'investissement public: mais précisons de quoi il s'agit. L'Etat est un donneur d'ordres dans le domaine des infrastructures, de l'immobilier notamment social, de l'énergie et de certains secteurs technologiques: c'est son rôle (ce que

certains économistes appellent le multiplicateur d'investissement) de lancer des chantiers et d'investir dans des actifs. Mais il n'est pas une institution efficace pour investir dans, et encore moins gérer, des entreprises. L'Etat est un piètre actionnaire. Il peut relancer la promotion de logement social en simplifiant les permis et lançant des projets (gérés par des promoteurs), mais lui même n'a rien à faire au capital d'un promoteur....dans le domaine technologique où les changements de paradigme sont brutaux, le Leviathan étatique est vite obsolète....L'Etat a tout son rôle à jouer en investissant massivement dans la R&D et les brevets en intelligence artificielle, en créant l'infrastructure et l'écosystème pour cette industrie naissante, mais il ne doit pas être actionnaire de startups dans ce domaine. In fine, une banque publique d'investissement ne peut être qu'une banque d'infrastructures, comme la BERD ou la BEI, ou les banques publiques allemandes comme KfW.

Si un scénario semblable à celui de la crise du Crédit Lyonnais se présente pour le BPI, comment devrait idéalement réagir le gouvernement de façon à éviter les erreurs de 1990 ? Une crise de la BPI aurait-elle pour effet, comme ce fût le cas après la quasi-faillite du Crédit Lyonnais, un retrait de l'intervention publique dans les années à venir ?

Le système de financement français est si perfunctif et conflictuel de toutes parts par le rôle tentaculaire de la BPI qu'on ne saurait imaginer son retrait brutal, qui aurait des conséquences désastreuses. Je préconiserais plutôt le démantèlement de l'institution en plus petites unités: les participations publiques devraient revenir à l'APE; l'ancien FSI et ses différents fonds devrait recouvrer son indépendance et être séparé de l'institution bancaire, qui reviendrait directement dans le giron de la CDC (pourquoi deux banques ?).